

La bataille contre le chômage continue



Le nombre de demandeurs d'emplois de catégorie A a baissé de 20 500 au mois d'octobre. Concernant les jeunes, c'est le sixième mois consécutif de baisse. Les chiffres sont

encourageants et constituent un premier pas vers l'inversion de la courbe du chômage. Pour le président, la bataille pour une baisse durable du nombre de demandeurs d'emploi continue.

L'AGENDA

12 décembre

► Forum « Imaginons notre Île-de-France » à Savigny-le-Temple (Seine-et-Marne)

18 décembre

► Colloque « La montée des populismes en Europe » à l'Assemblée nationale

1^{er} février

► Réunion des secrétaires de section à Paris

Retrouvez l'agenda sur parti-socialiste.fr

L'inversion de la courbe du chômage est amorcée

20 500

demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi en catégorie A. C'est le premier véritable mois de baisse depuis avril 2011.

2,3 %

c'est la baisse du chômage des jeunes au mois d'octobre 2013. L'inversion de la courbe du chômage des jeunes, amorcée il y a six mois, est effective, avec une baisse de 4,5% au total depuis avril, soit 25 100 jeunes sortis du chômage.

85 000

emplois d'avenir ont été signés depuis le lancement du dispositif il y a un an.

2 500

accords et plans d'action ont déjà été signés dans les entreprises de plus de 300 salariés représentant des dizaines de milliers d'opportunités d'emplois en CDI pour les jeunes : le contrat de génération monte progressivement en puissance.

38 000

formations sont déjà programmées et 17 000 entrées en formation sont déjà effectives dans le cadre de l'opération « 30 000 formations prioritaires pour 30 000 emplois vacants ».

800

opérations seront mises en œuvre en 2014 pour accompagner les PME et ETI en France et sur les marchés étrangers dans le cadre du Programme France Export.

L'inversion de la courbe du chômage en France est acquise pour octobre, s'est félicité François Hollande le vendredi 29 novembre, au lendemain de la publication des chiffres du chômage d'octobre, qui indiquent un fort reflux du nombre des demandeurs d'emploi, de 20 500. Le président de la République a toutefois insisté sur le fait que la bataille contre le chômage, qui reste élevé, avec 3,27 millions de demandeurs d'emploi, devait se poursuivre sans relâche. « C'est une bonne nouvelle mais nous n'avons pas encore gagné la bataille. La bataille, elle continue », a-t-il dit. « J'avais moi-même parlé de la fin de l'année pour l'inversion de la courbe du chômage.

Celle-ci est acquise pour le mois d'octobre mais elle doit être confirmée pour les autres mois. Je ne vais pas simplement me satisfaire d'un chiffre », a ajouté le président de la République. « C'est une bataille qui se fera mois par mois. Nous devons

y travailler sans cesse et ça nous prendra tout le temps nécessaire », a expliqué le chef de l'État. « Ma responsabilité, c'est que nous soyons dans une perspective de baisse durable du chômage, alors oui, c'est une bonne nouvelle mais il en faudra d'autres pour que nous soyons sûrs de la victoire », a-t-il insisté.

Selon François Hollande, pour cela, il y a à la fois « un traitement économique qui est indispensable », car « c'est la croissance qui crée l'emploi, ce sont les entreprises qui embauchent », mais aussi « un traitement social parce qu'il vaut mieux des personnes, et notamment des jeunes, dans l'emploi que dans la précarité et pire encore au chômage ». « L'inversion de la courbe du chômage est entamée », s'est félicité le ministre du Travail, Michel Sapin, ajoutant qu'il s'agissait du « début ». Il a souligné que « concernant les jeunes, c'est le sixième mois consécutif de baisse du chômage ». « La réalité

profonde, c'est que les chiffres du chômage reculent », a insisté le ministre, tout en restant lui aussi prudent : « La bataille devant nous, c'est celle pour faire reculer durablement le chômage. »

Harlem Désir, premier secrétaire du Parti socialiste, a salué « une excellente nouvelle pour la France et les Français ». « L'objectif du président de la République a été tenu grâce à sa

détermination totale et à l'action du gouvernement : la courbe s'inverse pour la première fois chez les demandeurs d'emploi de catégorie A. Le chômage des jeunes recule pour le sixième mois consécutif. L'objectif est maintenant que cette baisse s'inscrive dans la durée. Plus que jamais, toutes les énergies doivent être mobilisées pour amplifier les dispositifs de soutien à l'emploi et à la croissance. »

« Le nombre d'emplois d'avenir s'élève maintenant à plus de 85 000. Les contrats de génération signés continuent de croître avec 13 000 demandes d'aides enregistrées à la mi-octobre, ce qui représente

25 000 emplois pour les jeunes et les seniors. Les formations professionnelles supplémentaires sur les emplois en tension ont été lancées alors que la réforme de l'apprentissage est en chantier avec l'objectif d'atteindre 500 000 apprentis en 2017 et que les négociations sur la formation tout au long de la vie doivent aboutir à la fin de

l'année. L'effort porte donc autant sur la quantité que sur la qualité des emplois créés », a expliqué le premier secrétaire du PS pour qui « l'objectif » est désormais de « casser le noyau dur du chômage de masse ».

Guillaume Bachelay, secrétaire national à la Coordination, a souligné pour sa part que « l'inversion de la courbe du chômage est un signe d'espoir pour le pays ». « Car au-delà des données chiffrées, il y a la situation concrète de femmes et d'hommes dans les bassins de vie ». « C'est le résultat de la cohérence et de la persévérance de l'action engagée depuis l'alternance. C'est la force du volontarisme déployé par le président, le gouvernement et la majorité parlementaire face aux discours de fatalité ou de résignation. C'est la traduction d'une mobilisation générale, puissante et constante depuis dix-huit mois, contre le chômage et pour la croissance. »

C'est le résultat de la cohérence et de la persévérance de l'action engagée



Lutte contre la prostitution : la proposition de loi adoptée

Avec 268 voix pour, l'Assemblée nationale a adopté mercredi la loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel. « *Le pas que nous venons de franchir aujourd'hui nous permet d'envoyer un signal de ce que la société juge souhaitable ou non, s'est félicité Najat Vallaud-Belkacem, ministre des Droits des femmes. C'est aussi un signal à l'égard des réseaux.* » Cette loi est une avancée historique pour la protection des victimes de la traite des êtres humains, qui représentent la majorité de la prostitution. « *Toutes les études s'accordent sur le fait que les personnes prostituées sont victimes de violences particulièrement graves qui*

portent atteinte à leur intégrité physique et psychique », rappelle l'exposé des motifs. Il y aurait 20 000 prostituées en France, dont 85% de femmes, pour une clientèle à 99% masculine.

Pénaliser le client

Le texte abroge le délit de racolage passif, et crée une contravention de cinquième classe sanctionnant le recours à la prostitution. Les clients pourront aussi être condamnés à suivre un stage de sensibilisation aux conditions d'exercice de la prostitution. Par ailleurs, il prévoit toute une batterie de mesures d'accompagnement pour aider les femmes et les hommes qui le souhaitent à sortir de la

prostitution. La loi crée également un fonds spécifique de l'État « *pour la prévention de la prostitution et l'accompagnement social et professionnel des personnes prostituées* », dont les recettes proviendront de la confiscation de biens issus du proxénétisme, et de la perception des amendes pénalisant les clients. Il prévoit également d'aider les prostituées étrangères en leur accordant un permis de séjour de six mois si elles débutent le parcours de sortie de la prostitution. Le texte a bénéficié d'un appui politique dépassant les clivages puisque 30 députés non socialistes, certains de l'opposition, l'ont voté. Le texte doit désormais être voté par le Sénat.

FONDATION JEAN JAURÈS

La démocratisation, un facteur de développement pour l'Afrique

Le président François Hollande accueillait le sommet pour la paix et la sécurité en Afrique vendredi. Un moment d'autant plus important que la France intervient en Centrafrique après le vote à l'unanimité d'une résolution du conseil de sécurité de l'Onu. « *Des massacres s'y perpétuent en ce moment même, souligne François Hollande. Chaque jour des femmes et des enfants sont violentés et des milliers de déplacés cherchent refuge.* » 600 soldats français sont déjà sur place, et leur nombre sera doublé très rapidement. La fondation Jean-Jaurès a organisé vendredi également une rencontre des partis progressistes sur la sécurité en Afrique, à laquelle assistaient Harlem Désir, le secrétaire national à l'International et à l'Europe, Jean-Christophe Cambadélis, ou encore le secrétaire national aux Transitions démocratiques et à la Francophonie, Pouria Amirshahi. En présence de nombreux officiels africains, et notamment du président du Niger, Mahamadou Issoufou, et du ministre des Affaires étrangères malien, Zahabi Ould Sisi Mohamed, Harlem Désir a insisté sur l'importance du processus de démocratisation qui est « *un facteur de développement juste* ».



« *L'Afrique est un continent en plein dynamisme, avec une forte croissance, beaucoup de jeunes, et une classe moyenne émergente* », a constaté le premier secrétaire du PS.

Nouvelle coopération

L'Afrique est un nouvel acteur important de la mondialisation, mais cela « *ne règle pas seul la question de la démocratisation* ». C'est pour cette raison que, fidèles aux objectifs de l'Internationale socialiste, les partis progressistes doivent soutenir ce processus. « *Les peuples se sont battus pour conquérir le droit à des élections pluralistes, ajoute Harlem Désir. Mais ce droit est fragile, et il*

faut sécuriser la démocratie. » Pour Gérard Fuchs, directeur du secteur international de la Fondation Jean-Jaurès, « *il y a un arc démocratique avec le Niger, le Mali, la Guinée, voire le Sénégal. Ce doit être une priorité de la gauche que de leur apporter un soutien politique, économique et une aide au développement.* » Beaucoup d'États africains sont encore fragiles et n'ont pas totalement les moyens d'assurer leur propre sécurité. Il est du devoir des démocraties de les soutenir, ce qu'a fait la France au Mali, où ont pu être organisées des élections pluralistes. « *Il faut ouvrir une nouvelle page de la coopération entre nos deux continents* », a conclu Harlem Désir.

Lancement de la concertation sur la dépendance

Le gouvernement vient de lancer la concertation en vue du projet de loi sur l'adaptation de la société au vieillissement, qui doit être votée avant fin 2014. Vendredi 29 novembre, une table ronde réunissait le Premier ministre, la ministre de la Santé Marisol Touraine, la ministre déléguée aux Personnes âgées et à l'autonomie Michèle Delaunay et 300 acteurs de la politique en faveur des personnes âgées. En 2060, un tiers des Français aura plus de 60 ans, tandis que le nombre des plus de 85 ans passera de 1,4 million aujourd'hui à près de 5 millions. Cette évolution est un progrès et représente de véritables opportunités économiques en terme d'emplois industriels et de services à la personne (silver économie) mais nécessite que la société s'adapte dès aujourd'hui. Le projet du gouvernement vise à mettre en place un parcours d'autonomie pour les personnes âgées : permettre un accès plus large aux aides techniques, développer l'offre de logements intermédiaires, aider les aidants, garantir un accès abordable aux maisons de retraite... Avant même le vote de la loi, le gouvernement a déjà prévu une enveloppe de 100 millions d'euros en 2014 pour répondre aux besoins urgents des personnes âgées et de leurs familles.

Imaginez votre Île-de-France

C'est à Fresnes (Val-de-Marne) que les socialistes franciliens ont débuté leur grande démarche d'écoute des habitants jeudi 5 décembre. Jean-Paul Huchon, président du Conseil régional, Guillaume Balas, président du groupe socialiste au conseil régional et Carlos Da Silva, SN à la mobilisation et aux campagnes, ont échangé avec les Franciliens. Au menu, le logement, les transports, l'emploi, ou encore l'égalité entre les territoires, les thèmes abordés reflètent les préoccupations quotidiennes des habitants. Les socialistes prendront en compte les remarques et idées pour réfléchir à l'avenir de la région. Prochain rendez-vous à Savigny-le-Temple, le 12 décembre. Infos : www.imaginons-notre-ile-de-france.fr

MUNICIPALES 23 ET 30 MARS 2014. VOTEZ !

INSCRIVEZ-VOUS SUR LES LISTES ÉLECTORALES AVANT LE 31 DÉCEMBRE 2013.



Pourquoi s'inscrire ?

Pour voter aux élections municipales les 23 et 30 mars 2014 et aux élections européennes le 25 mai 2014.



Comment s'inscrire ?

Il suffit de se rendre dans sa mairie avant le 31 décembre 2013 avec sa carte d'identité et un justificatif de domicile.

N'attendez pas le dernier jour !



Mobilisez-vous !

Vous avez des amis qui ne sont pas inscrits sur les listes électorales ? Qui ont déménagé cette année ? Encouragez-les à s'inscrire sur les listes électorales !



lavillequonaime.fr

Pour débattre, pour agir, pour changer la France

Nom Prénom

Adresse mail

Adresse

Code Postal Ville

Tél. domicile Tél. portable

Je souhaite prendre contact avec les socialistes

Je verse.....euros pour soutenir l'action du PS (chèque à l'ordre de AFPS)

Je désire adhérer au Parti socialiste

Selon les dispositions de la loi du 9 janvier 1995, ces sommes seront soumises à réduction d'impôt.

À renvoyer au Parti socialiste, 10, rue de Solférino - 75333 Paris Cedex 07 - contact@parti-socialiste.fr - parti-socialiste.fr